

## Le Canada réclame un accord non équivoque

Voici le texte de la déclaration faite à la presse par M. John Noble, chef de la délégation canadienne pour la partie officielle de la Conférence "Ciel ouvert", à l'issue de cette conférence, le 27 février à Ottawa. M. Noble est directeur général de la Sécurité internationale et du contrôle des armements aux AECEC.

Au cours des dernières années, un nouveau mot est entré dans le vocabulaire. Comme bien d'autres, il nous vient d'une autre langue. Ce mot est *glasnost*. Le fait que son usage se soit répandu et les concepts qu'il représente traduisent bien les changements fondamentaux qui ont conduit à l'amélioration des relations Est-Ouest. Dans un premier temps, certains Occidentaux ont passé beaucoup de temps à débattre de la question de savoir si le terme signifiait ouverture ou transparence, mais ce débat semble plutôt dépassé maintenant, puisque la *glasnost* en est venue à désigner un concept beaucoup plus large. Ce n'est que lorsque toutes les sociétés pratiqueront la *glasnost* que nous pourrions espérer voir un monde dans lequel il est véritablement possible de parler de paix.

Premièrement, et avant tout, les idéaux démocratiques exigent que la *glasnost* existe entre un gouvernement et sa population, mais la paix dans les relations internationales exige que celle-ci soit aussi présente parmi et entre les gouvernements. Nous avons d'ores et déjà constaté les effets de la *glasnost* en relations internationales — communications améliorées, honnêteté, ouverture. Les résultats tangibles incluent le progrès que nous avons fait dans le contrôle des armements, les élections démocratiques qui ont lieu cette année à travers l'Europe de l'Est et en Union soviétique, et le progrès rapide que nous avons fait vers la construction de ce que nous appelons la nouvelle demeure européenne.

C'est la conviction canadienne à savoir qu'il était possible de mettre en pratique l'esprit de la *glasnost* qui nous a amenés à devenir de si fervents promoteurs des "Ciel ouvert". Nous croyons que le temps est maintenant venu de créer et de mettre en oeuvre un régime de développement de la con-



M. John Noble informe la presse, à la clôture de la Conférence "Ciel ouvert", le 27 février à Ottawa.

fiance d'une envergure beaucoup plus grande que tout ce que nous avons essayé dans le passé. Le régime des "Ciel ouvert" que nous avons appuyé est beaucoup plus ouvert que ce que nous avons réalisé jusqu'à maintenant dans le cadre de la CSCE. Ce régime s'appliquera à un territoire trois fois plus vaste que le territoire concerné par les CSBM de la CSCE. La mise en oeuvre d'un tel régime sera vue, sans aucun doute, comme un grand pas en avant.

Il est admis que certaines choses "sont ou ne sont pas", mais qu'elles ne peuvent "être" à moitié. De même, en matière de relations internationales, parler de demi-transparence n'aurait aucun sens. Le Canada s'est joint aux autres nations de l'OTAN pour mettre au point et proposer un régime "Ciel ouvert" qui repose directement sur l'idée que des restrictions à l'ouverture et à la transparence n'ont pas d'autres effets que de nuire à la confiance et d'instaurer la méfiance.

C'est pourquoi nous avons proposé que les capteurs puissent fonctionner par tous les temps, de jour comme de nuit. Nous avons également proposé que les restrictions territoriales se limitent uniquement à celles qu'exige la sécurité aérienne, et que chaque nation utilise son propre appareil de façon à assumer entièrement la responsabilité du déroulement de l'opération de sur-

vol. De cette façon, nous éviterons de créer des situations où le pays hôte peut être mis en cause en cas d'échec.

Il est un principe clair en ce qui touche l'ouverture et l'établissement de la confiance, voulant que plus le contrôle laissé au pays hôte est large, plus grande est la perception que le régime a des limites et qu'il repose sur la méfiance. C'est en ouvrant symboliquement nos portes aussi large que possible que nous pourrions instaurer un régime qui donne tous les résultats escomptés.

En termes concrets, pour que cette négociation réussisse, nous devons obtenir rapidement l'adhésion de tous les participants aux principes fondamentaux suivants: (A) aucune limite imposée quant au territoire survolé, sauf lorsque la sécurité aérienne l'exige; (B) un nombre rapproché de survols de façon à assurer une couverture complète du territoire du pays survolé; (C) l'utilisation de capteurs pouvant fonctionner par tous les temps, de jour comme de nuit; (D) le contrôle total de l'appareil et des capteurs laissé au pays effectuant le survol.

Depuis l'ouverture de cette conférence, le Canada a cherché à démontrer quelle doit être la flexibilité nécessaire pour parvenir à un régime efficace. Nous avons écouté avec attention les questions soulevées par diverses nations quant au respect des principes d'équité.

Dans son discours d'ouverture, le très honorable Joe Clark a promis d'accorder toute l'attention voulue aux préoccupations exprimées par les autres ministres des Affaires étrangères concernant l'équité. Nous demeurerons résolus à tenir cette promesse, mais je dois dire que la notion d'égalité dans un régime inefficace est un objectif qui ne mérite guère d'être poursuivi. L'équité dans un régime de "Ciel ouvert", susceptible de donner à nos activités militaires toute la transparence voulue, occupera toute l'attention de la délégation canadienne, que ce soit pendant les prochaines semaines en préparant la réunion de Budapest, ou au cours des négociations à Budapest même. ■